

Chapitre 2

Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?

Introduction

Les économistes expliquent les aléas de la croissance par des modifications imprévues des conditions de production ou du niveau de la demande : on parle alors de chocs d'offre ou de demande qui affectent le rythme de la croissance.

1 L'instabilité de la croissance

Les XIX^e et XX^e siècles connaissent un "*trend*" (tendance générale) de croissance économique. Mais ce *trend* n'est pas régulier : il est ponctué de cycles économiques, c'est-à-dire de périodes de récession et de périodes d'expansion qui semblent se reproduire avec une certaine régularité.

La crise est un ensemble de déséquilibres économiques se traduisant généralement par une dépression ou une récession, des problèmes monétaires (inflation ou déflation) et le plus souvent un sous-emploi.

La récession désigne au sens strict le ralentissement de la hausse de la production. Au sens le plus courant elle caractérise une période de faible taux de croissance faisant suite à une période de fort taux de croissance.

Elle signifie une baisse du P.I.B durant deux trimestres consécutifs, il ne faut pas la confondre avec un ralentissement qui veut dire que le P.I.B continue à croître mais moins rapidement qu'auparavant. Le rythme actuel de croissance de l'économie française s'apparente, depuis 2011, à une croissance faible, pas à une récession.

La dépression désigne la baisse de la production (taux de croissance économique négatif). Elle s'accompagne d'un chômage élevé.

Les fluctuations désignent les variations des grandeurs économiques (production-emploi).

Le cycle est une fluctuation qui revient avec une certaine régularité et une certaine périodicité. Chaque cycle est composé d'une phase ascendante (croissance économique) et d'une phase descendante (crise économique).

La désinflation se manifeste par le ralentissement durable du rythme de hausse du niveau général des prix.

La stagflation désigne une période où coexistent inflation, baisse de l'activité économique et chômage élevé.

La déflation peut caractériser une période marquée par une baisse durable du niveau des prix, mais désigne aussi une situation économique caractérisée par la baisse conjointe du niveau moyen des prix et de la production nationale.

Une politique déflationniste est un ensemble de mesures visant à restreindre la demande pour réduire les tensions sur les prix : réduction des dépenses publiques, augmentation de la pression fiscale pour limiter les revenus disponibles des ménages, encadrement du crédit, hausse des taux d'intérêt. . .

Les explications des cycles économiques se rangent en deux catégories : les unes sont exogènes, les autres endogènes.

- **Les approches exogènes** attribuent la cause des cycles ou de fluctuations à des éléments extra-économiques. Les crises de l'Ancien Régime ont des causes exogènes liées à la sous-production agricole. A la suite de guerre ou de conditions naturelles défavorables, la récolte est mauvaise, ce qui entraîne une diminution des revenus de la grande majorité de la population paysanne. La hausse du prix des céréales conduit la population à consacrer l'essentiel de ses revenus à l'achat de produits alimentaires si bien que la demande adressée à l'industrie chute brutalement.
- **Les approches endogènes** voient la cause des cycles ou des fluctuations dans le fonctionnement du système économique lui-même. Il peut s'agir de mécanismes monétaires (taux d'intérêt) d'une mauvaise répartition des revenus (excès d'épargne).

La crise des années 1930 (ou grande crise) se différencie des crises contemporaines : dans les années 30 la production s'effondre (dépression), les prix baissent (déflation), le protectionnisme se répand. . .

La crise économique de 2008 (grande récession) est marquée par une forte hausse de prix du pétrole et des produits agricoles.

Le rythme de croissance économique dépend de la qualité intrinsèque de la combinaison productive, associant plusieurs facteurs de productions.

Dans cette perspective, la croissance potentielle désigne la croissance économique qu'autorise la pleine utilisation de ces facteurs ou l'utilisation optimale de ces facteurs sans déclencher de l'inflation.

La sous utilisation du facteur travail correspond au chômage puisque tous ceux qui souhaitent travailler ne le peuvent pas.

La sous utilisation du facteur capital signifie que toutes les capacités de production (ensemble des machines et des équipements disponibles dans les entreprises) ne sont pas employées.

La croissance potentielle désigne le taux d'augmentation maximum de la production étant donné les moyens disponibles. Pour Keynes, le soutien de la demande permet la hausse de la production et de l'emploi quand il existe un écart significatif entre la croissance potentielle et la croissance réelle.

La croissance effective correspond à la croissance réellement obtenue par le pays. On appelle "gap" l'écart entre croissance effective et croissance potentielle.

2 Les Schémas Explicatifs des Fluctuations de la croissance

On appelle fluctuations économiques l'ensemble des mouvements de ralentissement ou d'accélération du rythme de la croissance économique. Le repérage des fluctuations se fait par le biais de séries statistiques qui portent sur le volume de la production, les prix, le chômage, le niveau des stocks, les carnets de commande des entreprises.

Les fréquences et les amplitudes des cycles ne sont pas régulières, donc on parle plutôt de fluctuations économiques. On distingue 3 types de cycles.

- Les cycles longs, cycles **Kondratieff**.
- Les cycles majeurs ou des affaires, cycles **Juglar** et les cycles mineurs, cycles **Kitchin**.
- Les cycles de **Kitchin** durent environ 40 mois et sont dus aux variations des stocks des entreprises.

Les cycles **Juglar** durent 7 à 8 ans et sont liés aux variations de l'investissement. Au sens strict, le terme de "*crise*" désigne le point de retournement à la baisse de l'activité économique ; au sens large, il désigne l'ensemble de la période au cours de laquelle l'activité est déprimée.

Schumpeter (1883-1950) explique dans "*Théorie de l'évolution économique*" que le progrès technique joue un rôle essentiel dans les fluctuations économiques. Il provoque une "*destruction créatrice*" ce qui signifie que l'innovation rend obsolètes les produits et les techniques du passé.

Les cycles Kondratieff (1892-1930) se déroulent sur une cinquantaine d'années et comportent une phase de forte croissance des prix et de la production (phase A) suivie d'une forte baisse (phase B). Il y a une explication monétaire et une explication par le progrès technique.

La succession des phases serait due à la variation du rapport entre la quantité de monnaie et le volume de production. Ainsi, en cas d'augmentation de la quantité de monnaie, due par exemple à la découverte de nouveaux gisements les prix augmentent ainsi que la demande et par conséquent la production.

Des périodes de fort progrès technique succèdent à des périodes de faible progrès technique. En effet les innovations se manifestent par grappes. L'électricité a généré des découvertes en cascade : la lumière électrique, le téléphone, la radio. Chaque cycle s'explique par l'introduction d'innovations majeures (machine à vapeur, moteur à explosion) qui entraînent dans un premier temps une phase d'expansion. Une fois ces innovations diffusées dans l'ensemble de l'économie, leur effet s'épuise...

Des chocs tendant à éloigner la production effective de la production potentielle. Les chocs pétroliers ont révélé la crise mondiale mais le contre choc n'a pas enrayé la crise.

Le terme du "*choc*" traduit l'augmentation brutale et importante du prix du pétrole. Le 1er choc pétrolier en octobre 1973, marque l'entrée de l'économie mondiale dans une longue crise.

Un deuxième choc pétrolier s'est produit en 1979.

Il frappe des pays déjà affaiblis et accroît leur facture pétrolière. En revanche, les exportateurs voient au contraire leurs recettes augmenter fortement et utilisent leurs pétrodollars pour financer leur développement industriel par l'achat

de technologie, placer les avoirs auprès des banques commerciales des pays développés, importer des biens de consommation.

Le "*contre choc*" pétrolier tel qu'il s'est manifesté en 1986, caractérise à l'inverse une baisse du prix du pétrole.

Un **choc d'offre négatif** va réduire la production (le tsunami détruit les capacités de production, choc exogène) ou augmente les prix (l'industrie pétrochimique subit une hausse de ses coûts de production lors des chocs pétroliers).

La hausse du coût des matières premières, une hausse des salaires supérieure aux gains de productivité, un alourdissement de la fiscalité des entreprises sont des causes de chocs d'offre négatifs.

Un **choc d'offre positif** augmente la production et diminue les prix (une innovation organisationnelle permet de réduire les coûts). Internet, les biotechnologies sont des chocs d'offre positifs. Les chocs d'offre positifs proviennent d'innovations permettant des gains de productivité. Le Fordisme est un bon exemple d'un choc d'offre positif. **Henry Ford** (1863-1947) prolonge et dépasse le taylorisme en imposant, à partir de l'exemple des abattoirs de Chicago, le travail à la chaîne, source de considérables gains de productivité.

On parle de choc de demande, quand cette dernière varie brutalement à la hausse ou à la baisse. La demande constitue un moteur de la croissance.

Un **choc de demande** est une variation d'une des composantes de la demande : consommation finale, investissement des entreprises, dépenses publiques, exportations.

La consommation des ménages est influencée par la fiscalité, par l'évolution du pouvoir d'achat.

L'investissement dépend du taux d'intérêt, et de l'appréciation de la conjoncture. L'augmentation du pouvoir d'achat ou de la propension à consommer entraîne des **chocs de demande positifs**. Si la demande augmente, les entreprises ont des débouchés supplémentaires ; elles peuvent alors accroître leur production, si elles disposent de capacités de production inexploitées. Dans le cas contraire, on observera une hausse des prix (demande supérieure à l'offre) ou une augmentation des importations.

Les évolutions de la demande adressée aux entreprises sont un déterminant majeur de l'investissement. Une progression de la demande provoque généralement une hausse proportionnellement plus importante de l'investissement (effet d'accélération, Clark, Aftalion). Cette surréaction de l'investissement aux variations de la demande est donc appelée l'**accélérateur**.

Lorsque les entreprises investissent, cela donne lieu à une distribution de revenus. Quand les salariés des entreprises fabriquant les biens de production reçoivent des revenus, ils vont consommer ou épargner. Ainsi une dépense initiale d'investissement se traduit par une succession de flux de revenus et de dépenses. Ce mécanisme est appelé **multiplicateur keynésien d'investissement**. Une dépense d'investissement supplémentaire se traduit par une augmentation plus que proportionnelle du niveau de la demande. L'effet multiplicateur est d'autant plus grand que la propension marginale à consommer est forte.

Le crédit joue un rôle moteur car il permet aux agents économiques de s'endetter pour consommer ou investir. Il peut être à l'origine de crises endogènes, car liées au fonctionnement du système.

Les banques amplifient l'instabilité du crédit par le biais du *cycle de crédit*.

Les récessions sont causées par le comportement des banques qui d'abord prêtent trop facilement par excès de confiance, puis refusent de prêter par excès de méfiance.

Évoquons le paradoxe de la tranquillité. **Minsky** montre que le cycle du crédit accompagne régulièrement les fluctuations économiques : les phases d'expansion sont marquées par des revenus en hausse pour de nombreux acteurs économiques ce qui suscite des anticipations exagérément optimistes : ce phénomène conduit les banques, les ménages et les entreprises à recourir de plus en plus imprudemment au crédit, ce qui génère des tensions inflationnistes qui finissent par déclencher une rigueur monétaire qui annoncent le retournement du cycle. Les banques réduisent le crédit (*credit crunch*) ce qui aggrave le ralentissement de la demande. La crise des *subprimes* illustre en partie ces mécanismes. La récession provoque la baisse des revenus, à cause des faillites d'entreprise et du chômage et la hausse des taux d'intérêt à cause du risque de défaut sur les prêts bancaires... Le comportement des banques amplifie les crises et la baisse de la demande globale est une des conséquences du cycle du crédit.

Pour Minsky, le système financier est intrinsèquement instable : une crise financière ne résulte pas d'un choc extérieur, mais est le fruit du fonctionnement même du système financier. Les crises se préparent dans les périodes d'expansion.

Les **chocs pétroliers** ont eu des répercussions diverses : augmentation des dépenses de chauffage, d'essence, donc diminution du pouvoir d'achat des ménages (choc de demande négatif), hausse des coûts de production pour la pétrochimie (choc d'offre négatif), et peut-être que les pays exportateurs de pétrole vont nous passer des contrats (choc de demande positif).

3 Le rôle des politiques macroéconomiques pour gérer les fluctuations économiques

La politique économique est l'ensemble des mesures prises par l'Etat, en vue de maintenir ou de rétablir les objectifs d'équilibres macro-économiques (croissance de la production, stabilité des prix, plein emploi, équilibre extérieur, équilibre, budgétaire). Il est souvent difficile de concilier les 4 objectifs schématisés par le carré magique de **Nicholas Kaldor**

La **politique conjoncturelle** est l'ensemble des actions de l'Etat destinées à réguler l'activité économique sur le court terme.

Les **politiques structurelles** sont des politiques de long terme qui visent une modification profonde du fonctionnement de l'économie.

Qu'elles soient conjoncturelles ou structurelles, les politiques économiques sont transformées par l'intégration économique qui se fait dans le cadre de l'Union européenne.

La politique de rigueur accorde une priorité à la lutte contre l'inflation, la politique de relance accorde une priorité à l'emploi.

La **politique budgétaire** consiste à utiliser le budget de l'Etat pour atteindre certains objectifs.

Le budget de l'État au sens large retrace toutes les dépenses et les recettes des administrations publiques (État central, collectivités territoriales, Sécurité sociale). Le budget de la Sécurité sociale est très largement supérieur au budget de l'État central. Le budget de l'État central est en déficit depuis la crise des années 1970.

En période de récession, on constate une réduction des recettes fiscales ou un ralentissement de leur augmentation, tandis que les dépenses à caractère social notamment ont tendance à augmenter.

En période de d'expansion, le montant des recettes de l'État augmente, ce qui permet d'équilibrer le budget ou de se rapprocher de l'équilibre.

Dans une conjoncture difficile, le budget déficitaire soutient la demande, on dit qu'il joue un rôle contra cyclique (son action sur la demande est opposée à l'effet négatif de la conjoncture)

Stabilisateurs automatiques : Mécanisme qui fait de la dépense publique un soutien de la conjoncture durant les périodes de ralentissement de l'activité économique et un frein en période d'accélération.

Les **stabilisateurs automatiques** sont les effets contracycliques de la variation du solde budgétaire induite par l'évolution de la conjoncture. Ils sont déclenchés automatiquement sans intervention explicite des pouvoirs publics.

Par exemple, les dépenses de protection sociale jouent un rôle de *stabilisateur automatique* en contribuant à lisser les à-coups de l'activité économique. En période de crise, la hausse des prestations sociales permet en effet aux ménages de mieux faire face à la dégradation de la situation économique, car elle atténue le recul du revenu disponible des ménages, et contribue ainsi à limiter la baisse de leur niveau de consommation. Cette fonction est principalement assurée par les prestations chômage. Dans une moindre mesure, les dépenses de santé et de retraite jouent également un rôle de stabilisateur automatique. En effet, ces dépenses continuent généralement d'augmenter ou du moins se stabilisent alors que les revenus d'activité sont en recul.

La **politique monétaire** est l'ensemble des mesures prises par l'État et les autorités monétaires pour réguler le crédit et la masse monétaire.

Dans la zone euro, la politique monétaire est définie et mise en place par la BCE. D'après les statuts de la BCE, la politique monétaire de la BCE a pour objectif le maintien de la stabilité des prix au sein de la zone euro. Les autorités monétaires disposent de différents moyens pour influencer sur la quantité de monnaie en circulation.

Aujourd'hui la BCE conduit sa politique monétaire principalement par la régulation *des taux d'intérêt directeurs* et de façon secondaire par *une politique de réserves obligatoires*.

Les banques commerciales ont fréquemment besoin de se procurer de la monnaie banque centrale pour répondre aux demandes en billets de banque de leurs clients : elles doivent alors effectuer une opération de refinancement.

Le refinancement auprès de la banque centrale est l'opération par laquelle la banque commerciale se procure de la monnaie banque centrale moyennant un taux d'intérêt ; c'est de ce taux qu'il s'agit lorsqu'on parle d'une *baisse du taux directeur* de la banque centrale européenne d'un demi-point ou d'un quart de point. En influençant la fixation des taux d'intérêt, on agit sur la demande de crédits, et donc sur le volume des crédits.

Les autorités disposent d'un autre instrument permettant de peser sur l'activité des banques avec les réserves obligatoires. Les *réserves obligatoires* sont des dépôts non rémunérés que chaque banque doit effectuer sur un compte à la banque centrale.

L'*Open market* désigne l'intervention de la banque centrale sur le marché monétaire à travers l'achat et la vente de titres destinés à influencer le taux d'intérêt. Si

les autorités cherchent à faire baisser les taux d'intérêt, la BCE va acheter massivement des créances et distribuer en contre partie de la monnaie supplémentaire, cette offre nouvelle de monnaie sur le marché monétaire favorisant une diminution des taux.

Une politique monétaire de relance consiste à injecter des liquidités dans l'économie pour inciter les banques à augmenter leurs prêts aux agents économiques et à baisser les taux d'intérêt pour inciter les agents économiques à recourir davantage au crédit.

Dans le cadre d'une politique de relance, on cherche à stimuler la demande afin que les entreprises produisent davantage et embauchent.

Une ou plusieurs composantes de la demande sont favorisées : la consommation des ménages, l'investissement des entreprises ou les dépenses publiques.

Les politiques de relance peuvent buter sur la contrainte extérieure. Si l'appareil de production est mal adapté à la demande, toute distribution de revenus supplémentaires peut provoquer une augmentation des importations et creuser le déficit du commerce extérieur.

Dans le cadre d'une politique de stabilisation, l'objectif est la lutte contre l'inflation. On réduit la demande intérieure et on cherche à rétablir les équilibres. C'est l'exemple de la politique de rigueur ou politique d'austérité !

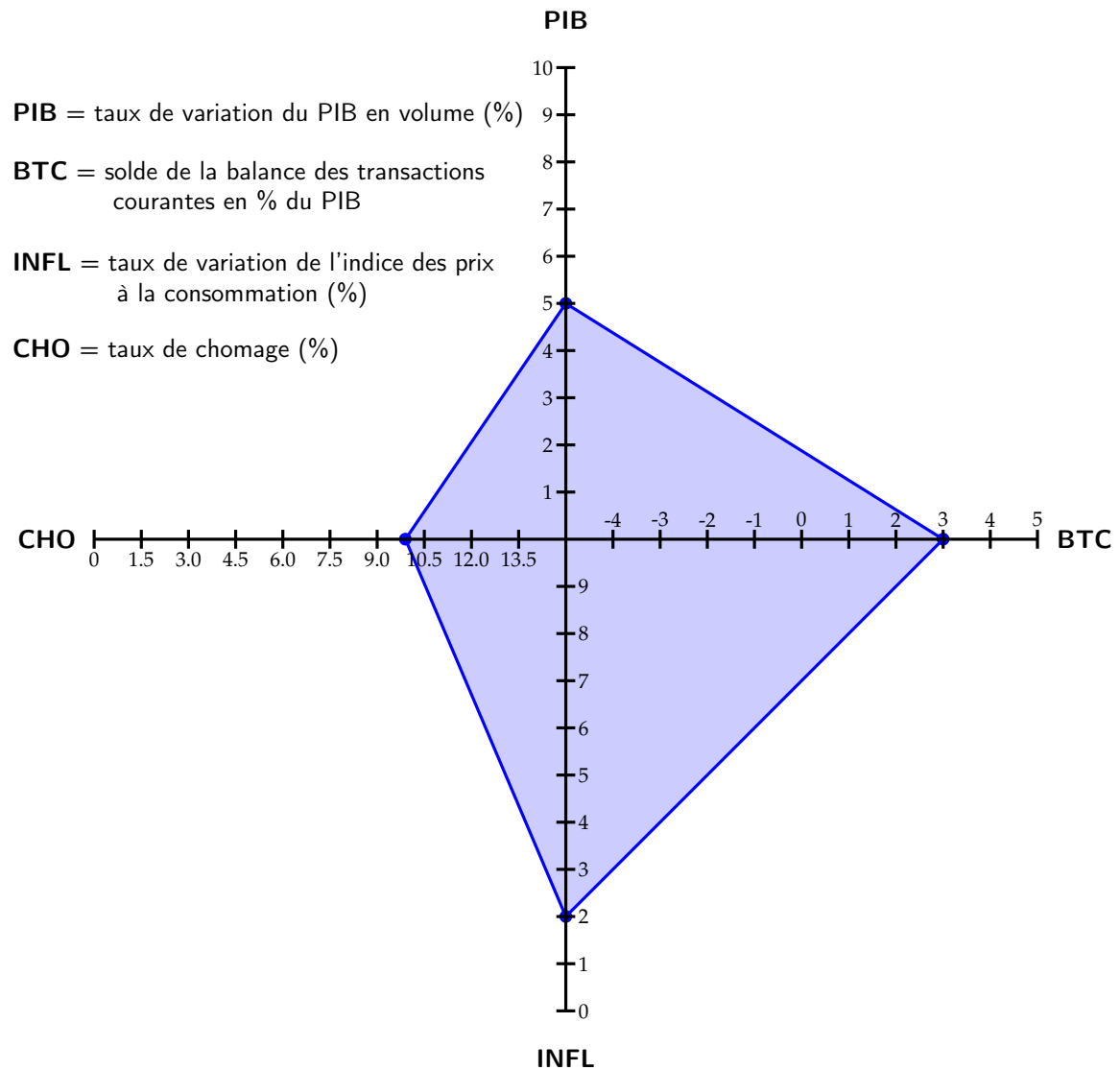
Il faut empêcher la déflation : dès que le niveau général des prix commence à baisser, les ménages diffèrent certains de leurs achats alors que les entreprises ont au contraire intérêt à vendre et baissent leur prix de vente ; d'où le renforcement de l'attentisme des ménages et la reproduction du comportement des entreprises... Et ainsi de suite.

En période de ralentissement, le recul de l'activité engendre chômage de masse et baisse du revenu des ménages. Sans intervention de l'Etat, l'économie peut entrer dans une situation de déflation conduisant à la récession.

Les politiques conjoncturelles sont **contra-cycliques** : elles cherchent à contrecarrer les fluctuations. La **stabilisation économique** est la capacité des finances publiques à atténuer les conséquences des fluctuations économiques. Lorsque l'économie est en récession, les mécanismes d'indemnisation du chômage permettent d'éviter une forte baisse de la consommation.

Le carré magique de Kaldor est une théorie économique développée par Nicholas Kaldor. Economiste d'inspiration keynésienne né à Budapest, Nicholas Kaldor participe notamment à l'élaboration du rapport Beveridge, et conseille dans les années 1960 et 1970 les chanceliers de l'Echiquier lors de gouvernements travaillistes.

Ce quadrilatère a pour sommets les quatre objectifs de la politique économique d'un Etat : le taux de croissance, le solde de la balance commerciale, le taux d'inflation et le taux de chômage (cf. ci-dessous). En reliant les quatre points situés sur chacun des axes, on obtient un quadrilatère : plus la surface de celui-ci est grande, plus la santé économique du pays considéré est importante. Précision importante néanmoins : les échelles du taux d'inflation et du taux de chômage doivent être inversées, les objectifs étant d'atteindre 0 % sur chacun de ces axes. Ci-après un exemple avec une croissance de 5 %, une balance commerciale positive de 3 %, une inflation à 2 % et un chômage à 10 %.



La dépression en Grèce : en 2009, ce pays connaît une récession venant de la crise des subprimes. Les finances publiques grecques sont très dégradées : en 2009, le déficit budgétaire atteint 13 % du P.I.B et la dette publique 115 % du P.I.B. Pour rembourser sa dette, elle fait appel à l'U.E (Union européenne) et au F.M.I (Fonds monétaire international) qui lui impose en contrepartie des plans d'austérité. Elle doit diminuer les dépenses publiques : baisse des salaires des fonctionnaires, suppression de postes, moindre remboursement des soins, diminution des pensions versées aux retraités, baisse des investissements publics... Ces plans entraînent un choc de demande négatif : le P.I.B a diminué de 20 % entre 2008 et 2012, le taux de chômage est passé de 9 % à 26 %. Les entreprises licencient, les ménages épargnent par précaution et les banques restreignent les crédits...

Cercle vicieux de la déflation : baisse de la demande, baisse des prix, baisse de la production, hausse du chômage, baisse des revenus, anticipations négatives, baisse de la demande...

Additifs

Pour quelle raison peut-on dire que la croissance économique est instable ?

Définir croissance économique et fluctuation économique.

Recourir au vocabulaire des fluctuations : expansion, récession, crise, reprise.

Le rythme de croissance économique n'est pas stable dans le temps, on observe des fluctuations économiques.

Pourquoi les anticipations négatives des agents amplifient le cercle vicieux entre déflation et dépression ?

Définir déflation et dépression.

La déflation et la dépression s'auto-alimentent. La baisse des prix a des effets négatifs qui entraînent la baisse du P.I.B : baisse des profits, baisse de la consommation (les consommateurs reportent leurs achats attendant une nouvelle baisse des prix). Les entreprises investissent moins ; les ménages augmentent leur épargne de précaution en redoutant un avenir difficile.

Bulles spéculatives : situation au cours de laquelle la valeur des actifs (matières premières, biens immobiliers, actions) augmente fortement et durablement au-delà de ce que la réalité économique justifierait.

Fluctuations économiques : ensemble des mouvements de ralentissement ou d'accélération du rythme de la croissance économique.